



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations**

Service Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAEC LE PINIER METAI

1 Chemin des Rivières
79330 Pierrefitte

Références : 2026 01304
Code AIOT : 0057902869

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement GAEC LE PINIER METAI implanté 2 CHEMIN DES RIVIERES 79330 Pierrefitte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre d'un signalement suite à une coloration anormale de l'eau du ruisseau nommé "la Viandière".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC LE PINIER METAI
- 2 CHEMIN DES RIVIERES 79330 Pierrefitte
- Code AIOT : 0057902869
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'élevage de vaches laitières connu au titre des ICPE (Installations Classées pour la protection de l'environnement) sous le régime de la déclaration (récépissé de déclaration n° 2155d du 12 février 1993).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Épandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Elimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives doivent être mises en œuvre afin de préserver la ressource en eau et de prévenir le risque accidentel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.5
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Inspection réalisée dans le cadre d'un signalement suite à une coloration anormale de l'eau du ruisseau nommé "la Viandière" A l'issue de l'inspection l'exploitant a déclaré qu'un débordement a eu lieu au niveau de la fosse de récupération des jus et des eaux issues de la salle de traite. Absence de déclaration de l'incident auprès de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser la déclaration de la pollution accidentelle sur le site internet https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>(...)</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents liquides construits après le 7 février 2005 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence d'une fosse en géomembrane découverte, datée de 2007, utilisée pour le stockage des jus issus de la fumière, des jus de la plate-forme bétonnée située en bout du bâtiment des vaches laitières, et des eaux usées issues de la salle de traite.</p> <p>Présence d'une fumière de stockage du fumier issu de l'activité bovine.</p> <p>Présence d'un tuyau bleu posé au sol à proximité de la fosse (à l'angle sud ouest). Ce tuyau, long de plusieurs mètres, part du bord de la fosse et traverse une parcelle située au sud. L'exploitant déclare avoir utilisé ce tuyau pour vidanger la fosse dans le milieu naturel, non conforme.</p> <p>Absence de signalétique du danger au niveau de la fosse. Présence d'une clôture partielle autour de la fosse, certaines parties ne sont pas clôturées.</p> <p>Présence d'un regard de contrôle de l'étanchéité de la fosse. Ce regard est rempli d'une eau brunâtre. Absence d'une surveillance régulière du regard.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cesser tout vidange de cette fosse vers le milieu naturel à l'aide de tuyau d'évacuation. Retirer le tuyau bleu qui a été utilisé au moment du débordement. Prendre à l'avenir toutes les dispositions permettant d'éviter que les effluents liquides rejoignent le milieu naturel (par exemple par l'augmentation des surfaces d'épandage, par l'envoi en site de traitement spécialisé...).</p> <p>Ajouter une signalétique de danger au niveau de la fosse.</p> <p>Réaliser une clôture efficace tout autour de la fosse.</p> <p>Justifier l'origine du remplissage par une eau de couleur brunâtre observée dans l'ensemble du regard de contrôle de la fosse. Procéder à la vidange de ce regard, puis assurer une surveillance régulière et une maintenance adéquate afin qu'il puisse remplir sa fonction première : permettre le repérage d'éventuels dysfonctionnements de l'étanchéité de la fosse.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Épandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4.1
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.</p> <p>Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.</p> <p>L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux paragraphes 4.2.1 à 4.2.5.</p> <p>Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans une station de traitement dans les conditions prévues au « 4.3 » ; - par compostage dans les conditions prévues au « 4.4 » ; - sur un site spécialisé dans les conditions prévues au « 4.5 » ; - pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).
<p>Constats :</p> <p>Absence d'écoulement issu de la fosse vers le milieu naturel.</p> <p>Présence de fumier tombé à l'extérieur de la fumière (partie sud) sur une zone enherbée ainsi que de traces d'écoulement de jus de couleur marron issus de cette fumière (partie sud). Le sol à proximité y est humide et boueux. Ces traces d'écoulement semblent provenir d'un défaut d'étanchéité au niveau d'une jonction d'une paroi bétonnée qui présentent aussi des traces d'écoulement ce que l'exploitant a confirmé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Éviter de faire tomber du fumier dans le milieu naturel au moment de son stockage en fumière. Réaliser des travaux d'étanchéité de la fumière de telle sorte qu'il n'y ait plus d'écoulement vers le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7.2
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p>

<p>(...)</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence d'une zone de brûlage dans laquelle figurent des déchets plastiques (bâches, ficelles...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cesser tout brûlage de déchets de l'exploitation. Nettoyer la zone de brûlage. Orienter les déchets de l'exploitation vers les filières autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>